

Volet B**Copie à publier aux annexes du Moniteur belge
après dépôt de l'acte au greffe**Réservé
au
Moniteur
belge

19310655

Déposé
12-03-2019

Greffe

Bijlagen bij het Belgisch Staatsblad - 14/03/2019 - Annexes du Moniteur belge

N° d'entreprise : 0722623967**Dénomination :** (en entier) : **LAUJER**

(en abrégé) :

Forme juridique : Société privée à responsabilité limitée**Siège :** Rue du Petit Marais 16D
(adresse complète) 7011 Ghlin**Objet(s) de l'acte :** CONSTITUTION (NOUVELLE PERSONNE MORALE, OUVERTURE
SUCCURSALE)

D'un acte reçu par Maître **Anne TOUBEAUX**, Notaire à Quaregnon, en date du onze mars deux mille dix-neuf, à enregistrer, il résulte que :

1. Monsieur Urbain Jérémey, célibataire, né à Mons le trente et un décembre mil neuf cent quatre-vingt-trois, domicilié en France à 83120 SAINTE-MAXIME, 2, Rue Saudan - Boîte 13.

2. Madame Messia Laura Monique Lucette, célibataire, née à Nogent-Sur-Marne (France) le dix-huit janvier mil neuf cent nonante, de nationalité française, domiciliée à 7011 Mons (Ghlin), Rue du Petit Marais 16D.

Lesquels ont déclaré ne pas avoir fait de déclaration de cohabitation légale,

Ont constitué une société comme suit :

Les fonds affectés à la libération des actions ont été déposés par chacun des comparants, en un compte spécial, ouvert au nom de la société en formation, auprès de la Banque CBC, sous le numéro BE08 7320 5003 8513. Le Notaire déclare avoir reçu une attestation justifiant de ce dépôt.

II : STATUTS:

TITRE I. DENOMINATION - SIEGE SOCIAL - OBJET - DUREE

Article un : DENOMINATION.

La société revêt la forme d'une Société privée à responsabilité limitée.

Elle est dénommée : « LAUJER ».

Cette dénomination doit, dans tous les actes, factures, annonces, publications, lettres, notes de commandes et autres documents émanant de la société, être précédée ou suivie immédiatement de :

- la mention «société privée à responsabilité limitée» ou des initiales «SPRL », reproduite(s) lisiblement,
- l'indication précise du siège social de la société;
- le numéro d'entreprise,
- des mots «Registre des Personnes Morales» ou des lettres abrégées «R.P.M.» suivis de l'indication du ou des sièges du tribunal de commerce dans le ressort duquel la société a son siège social,
- Du numéro d'un compte bancaire dont la société dispose auprès d'un établissement bancaire implanté en Belgique qui n'est pas une caisse d'épargne communale et auquel s'applique la loi du vingt-deux mars mil neuf cent nonante- trois relative au statut et au contrôle des établissements de crédit.

Article deux : SIEGE SOCIAL.

Le siège social est établi à **7011 Ghlin Rue du Petit Marais 16D.**

Il peut être transféré en tout endroit en Belgique par simple décision de la gérance publiée aux annexes du Moniteur Belge.

La société peut établir, par simple décision de la gérance des sièges administratifs, agences, ateliers, dépôts et succursales, tant en Belgique qu'à l'étranger.

Article trois : OBJET.

La société se donne pour objet, tant pour elle-même que pour le compte de tous tiers ou en

association avec ces derniers, toutes activités généralement quelconques se rapportant tant en Belgique qu'à l'étranger à :

- l'importation et l'exportation, le commerce en gros et en détail, l'e-commerce, la commission, le courtage, l'agence, la sous-traitance, et la représentation de tout article de textile et de toutes matières premières rentrant directement ou indirectement dans le cycle de fabrication, réparation ou transformation de textile ;
- l'achat, la vente, l'e-commerce, la création, la transformation, la réparation, la réadaptation et la commercialisation au sens large de tout vêtement et/ou textile ainsi que toutes matières premières rentrant directement ou indirectement dans le cycle de fabrication, réparation ou transformation de tout textile ;
- toute opération se rapportant directement ou indirectement à tous travaux de graphisme, d'imprimerie, de presse, de photocomposition, offset, photocopies ;
- le commerce en gros et en détail, l'e-commerce et le commerce ambulant de tous vêtements, sous-vêtements et d'articles de mode et de prêt-à-porter pour hommes, femmes, enfants, et bébés, accessoires, chaussures, maroquinerie, objets de la maison, mobilier de décoration, parfums et cosmétiques, articles cadeaux, et plus généralement toute activité annexe ;
- l'organisation d'événements, défilés, d'expositions et autres manifestations ; le service de bar et de petite restauration à ces occasions ;
- toute opération, dans le domaine de la promotion de vente, du stylisme, du développement de site Internet, de la publicité, de l'édition, de la direction artistique, du conseil en marketing et merchandising, du conseil en management, gestion et informatique, de l'organisation d'événements, de la commercialisation, de la distribution et l'animation de produits, de services et licences ;
- les marchés publics et ambulants concernant toutes les activités dont question ci-dessus ;
- toute transaction, l'achat, la vente, la gestion, la construction, publique et privée, le leasing, la transformation, la rénovation, l'aménagement, la décoration, la location, la sous-location, l'exploitation, l'échange, la promotion de biens immobiliers, la sous-traitance, la coordination de sous-traitants, et en général tout ce qui rattache directement ou indirectement à la mise en valeur de propriétés immobilières belges ou étrangères, bâties ou non ;
- le transport national et international sous toutes ses formes et par tous moyens de toutes marchandises et produits ;
- l'activité intermédiaire et/ou de conseil, sous quelque forme que ce soit, dans les matières ci-avant exposées dans le présent objet social.

Cette énumération n'est pas limitative.

La société peut réaliser ses objectifs en se livrant à toutes ses activités qui s'y rattachent, de près ou de loin, directement pour indirectement, ainsi que toutes opérations généralement quelconques qui pourraient naître des opérations de la société.

Elle peut, tant en Belgique qu'à l'étranger, faire toutes opérations commerciales, industrielles, immobilières, mobilières ou financières, ainsi que toutes activités corporelles, incorporelles ou intellectuelles se rattachant directement ou indirectement à son objet social ou qui seraient de nature à en faciliter directement ou indirectement, entièrement ou partiellement, la réalisation.

De même, elle peut s'intéresser, par voie d'apport, de fusion, de souscription ou de toute autre manière, dans toutes affaires ayant un objet identique, analogue ou connexe au sien, ou qui sont de nature à favoriser le développement de son entreprise à lui procurer des matières premières ou à faciliter l'écoulement de ses produits.

Article quatre : DUREE.

La société a été constituée pour une durée illimitée. Elle peut prendre des engagements pour un terme dépassant la date de sa dissolution éventuelle.

TITRE II : CAPITAL - PARTS SOCIALES.

Article cinq : CAPITAL SOCIAL.

Le capital social a été fixé lors de la constitution à dix-huit mille six cents euros et représenté par 100 PARTS SOCIALES sans désignation de valeur nominale, représentant chacune une fraction équivalente du capital social, qui furent intégralement souscrites, et libérées par un versement à concurrence de six mille quatre cents euros.

Article six : SOUSCRIPTION ET LIBERATION

Le capital social est souscrit au pair, en espèces,

A concurrence de 70 parts sociales par Monsieur URBAIN Jérémie, préqualifié ;

A concurrence de 30 parts sociales par Madame MESSIA Laura préqualifié ;

Les parts sociales, comme ci-avant vanté, sont libérées en numéraire comme suit :

A concurrence de quatre mille quatre cent quatre-vingts euros (4.480 €) par Monsieur URBAIN Jérémie, préqualifié ;

A concurrence de mille neuf cent vingt euros (1.920 €) par Madame MESSIA Laura préqualifié ;

Soit ensemble : six mille quatre cents euros

Article dix : NATURE DES PARTS.

Les parts sont nominatives. Elles sont inscrites dans le registre des parts tenu au siège social.

TITRE III : GERANCE - SURVEILLANCE.

Article quatorze : GERANCE.

La gérance de la société est confiée par l'Assemblée Générale à un gérant au moins, associé ou non, statutaire ou non, et dans ce dernier cas, pour une durée à laquelle il pourra être mis fin en tout temps, par une décision de l'Assemblée Générale.

L'Assemblée peut aussi fixer anticipativement la durée pour laquelle un gérant est nommé.

Sauf décision contraire de l'Assemblée générale, les mandats de gérant sont exercés à titre gratuit.

Article quinze : DELEGATION.

La gérance peut déléguer la gestion journalière de la société à un ou plusieurs gérants, ou encore à un directeur, associé ou non, et déléguer à tout mandataire des pouvoirs spéciaux déterminés.

Article dix-sept : POUVOIRS.

Chaque gérant est investi, individuellement, des pouvoirs les plus étendus pour faire tous les actes d'administration et de disposition qui intéressent la société.

Article dix-neuf : REPRESENTATION EN JUSTICE.

Les actions judiciaires, tant en demandant qu'en défendant, ainsi que la représentation de la société dans les actes où intervient un officier ministériel, sont suivies, au nom de la société, par un gérant.

Article vingt : REPRESENTATION.

Tous actes engageant la société, tous pouvoirs et procurations, toutes révocations d'agents, d'employés ou de salariés de la société, sont signés par un gérant.

Article vingt et un : SURVEILLANCE.

La surveillance de la société est exercée par les associés; chacun d'eux aura tous les pouvoirs d'investigation et de contrôle des opérations sociales, et pourra notamment prendre connaissance, sans déplacement, des livres, de la correspondance et de toutes les écritures de la société.

Si, par suite de cession ou de transmission pour cause de mort de parts sociales, la société comporte plus de cinq associés, la surveillance de la société sera confiée à un ou plusieurs commissaires, associés ou non, nommés pour six ans au plus, par l'assemblée générale des associés, à la majorité ordinaire des voix.

TITRE IV : ASSEMBLEE GENERALE.

Article vingt-deux : REUNION - CONVOCATION - DELIBERATION.

Les associés se réunissent en Assemblée Générale pour délibérer sur tous objets qui intéressent la société.

Il est tenu, chaque année, au siège social, une Assemblée Générale ordinaire le troisième samedi de mai, à 19h30. Si ce jour est férié, l'Assemblée est remise au premier jour ouvrable suivant.

Un gérant peut convoquer l'assemblée générale chaque fois que l'intérêt de la société l'exige. La gérance doit la convoquer sur la demande d'associés possédant au moins un/cinquième du capital social. Les Assemblées Générales extraordinaires se tiennent à l'endroit indiqué dans les convocations.

L'Assemblée Générale ordinaire entend le rapport de gestion et le rapport des commissaires, et discute le bilan.

En particulier, la gérance répond aux questions qui lui sont posées par les associés au sujet de son rapport ou des points portés à l'ordre du jour.

Les commissaires répondent également aux questions qui leur sont posées au sujet de leur rapport. Les convocations pour toute Assemblée Générale contiennent l'ordre du jour; elles sont faites conformément aux dispositions du Code des sociétés.

Article vingt-trois : VOTE.

Chaque part donne droit à une voix.

Chaque associé peut voter par lui-même ou par mandataire. Les procurations doivent être communiquées par écrit, par fax, par e-mail ou tout autre moyen mentionné à l'article 2281 du Code civil et sont déposées sur le bureau de l'assemblée. En outre, le gérant peut exiger que celles-ci soient déposées trois jours ouvrables avant l'assemblée à l'endroit indiqué par lui, les samedi, dimanche et jours fériés n'étant pas considérés comme des jours ouvrables pour l'application de ce qui précède.

Nul ne peut prendre part au vote pour un nombre de voix dépassant le/cinquième du nombre des parts existantes ou les deux cinquièmes des parts représentées à l'Assemblée Générale, que ces parts lui appartiennent en propre ou appartiennent à ses mandants.

TITRE V : INVENTAIRE - BILAN - REPARTITION.

Article vingt-cinq : EXERCICE SOCIAL.

L'exercice social commence le premier janvier et finit le trente et un décembre.

Article vingt-six : DISTRIBUTION DU BENEFICE.

L'excédent favorable du bilan, déduction faite des frais généraux, charges sociales, amortissements et impôts constitue le bénéfice net.

Sur ce bénéfice, il est prélevé tout d'abord cinq pour cent au moins pour constituer la réserve légale; ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve a atteint le dixième du capital social, mais doit être repris si, pour quelque motif que ce soit, le fonds de réserve vient à être entamé.

Le solde est mis à la disposition de l'Assemblée Générale qui en détermine l'affectation, étant toutefois fait observer que chaque part confère un droit égal dans la répartition des bénéfices.

Aucune distribution ne peut être faite lorsqu'à la date de clôture du dernier exercice, l'actif net tel qu'il résulte des comptes annuels est, ou devenait à la suite d'une telle distribution, inférieur au montant du capital libéré augmenté de toutes les réserves que la loi ou les statuts ne permettent pas de distribuer.

TITRE VI : DISSOLUTION - LIQUIDATION.

Article vingt-neuf : REPARTITION DE L'ACTIF.

Après apurement de toutes les dettes et charges, et des frais de liquidation, l'actif net sert tout d'abord à rembourser en espèces ou en titres le montant libéré non amorti des parts.

Le surplus disponible est réparti entre tous les associés, suivant le nombre de leurs parts.

TITRE VIII : DISPOSITIONS TRANSITOIRES

1. PREMIER EXERCICE SOCIAL

Le premier exercice social débute le onze mars deux mille dix-neuf et finit le trente et un décembre deux mille dix-neuf.

1. PREMIERE ASSEMBLEE GENERALE

La première Assemblée Générale ordinaire aura donc lieu en deux mille vingt, le troisième samedi de mai à 19h30.

1. NOMINATION DE GERANTS NON STATUTAIRES

Sont présentement nommés en qualité de gérant non statutaire :

- Madame MESSIA Laura et Monsieur URBAIN Jérémy préqualifiés, qui acceptent.

1. REMUNERATION DES MANDAT DE GERANT

Les associés ci-avant, réunis en Assemblée Générale, décident que les mandats de gérant seront exercés à titre gratuit. Aucun émolument, ni indemnité quelconque ne sera alloué.

1. REPRISE DES ENGAGEMENTS

Les associés, ci-avant, réunis en Assemblée Générale, décident de reprendre pour compte de la présente société les engagements pris en son nom et ce, à dater de ce jour.

POUR EXTRAIT ANALYTIQUE CONFORME, dressé par le Notaire Anne TOUBEAUX, à QUAREGNON